

Revue des Sociétés

Juillet/Septembre
2005

n° 3

NE

ation du prix
estimateurs
1592

du code civil

du droit
étés
loi Breton
Jacob

du droit
marchés financiers
loi Breton

ences pénales
réformes récentes:
laire du
septembre 2004

JURISPRUDENCE

- ◆ Sociétés en général
Clause de prix insérée
dans les promesses d'achat
de droit sociaux **p. 593**
- ◆ Sociétés en nom collectif
Clause d'exclusion d'un associé
en redressement judiciaire **p. 618**
- ◆ Sociétés à responsabilité limitée
Démission d'un dirigeant:
décision unilatérale irrévocable **p. 625**
- ◆ Sociétés anonymes
Autorémunération des dirigeants
de sociétés anonymes **p. 631**

Représentation de propriétaires
indivis d'actions
à une assemblée générale **p. 650**
- ◆ Droit fiscal des sociétés
Apport à une SCI et abus de droit **p. 656**
- ◆ Droit pénal des sociétés
Absence de sanctions pénales pour
non-dépôt des comptes sociaux? **p. 668**

BARDEX

FOCUS

E. DATOS

GR

Ann. 1/2 2005

DOCTRINE

513

- Jeux d'ombres sur la détermination du prix par les tiers estimateurs des articles 1592 et 1843-4 du code civil**, par Jacques Méary..... 513
- Les réformes du droit des sociétés par les lois du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie et du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises**, par Bernard Saintourens 527
- Commentaire des aspects de droit des marchés financiers de la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie du 26 juillet 2005 (titre IV)**, par Jean-Jacques Daigre 559
- Incidences pénales des réformes récentes en droit des sociétés et en droit financier: présentation de la Circulaire Crim. 04-14/G3 du 14 septembre 2004**, par Haritini Matsopoulou..... 579

JURISPRUDENCE

587

SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- L'obligation de contracter de bonne foi s'invite dans la cession d'actions**, Cass. 1^{re} civ. 15 mars 2005, note Nicolas Mathey..... 587
- Clause de prix insérée dans les promesses d'achat de droits sociaux: l'interrogation continue**, Cass. com. 16 novembre 2004 (1 arrêt) et 22 février 2005 (2 arrêts), note Hervé Le Nabasque 593
- La notion d'erreur grossière d'un expert de l'article 1843-4 du code civil et les pouvoirs consécutifs des tribunaux**, Cass. 1^{re} civ. 25 janvier 2005, note Yves Chartier 608
- La garantie de passif en cas de cessions successives de contrôle**, CA Paris 27 février 2004, note Jean-Philippe Dom 614

SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

- La mise en redressement judiciaire d'un associé d'une société en nom collectif entraîne de plein droit la perte de sa qualité d'associé**, Cass. com. 8 mars 2005, note Dominique Randoux..... 618

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

- La démission d'un dirigeant est une décision unilatérale irrévocable**, Cass. com. 22 février 2005, note Jean-Jacques Daigre 625

SOCIÉTÉS ANONYMES

- Autoremunération des dirigeants de société anonyme: compétence exclusive du conseil d'administration pour déterminer la rémunération, mais non pour la ratifier**, Cass. com. 30 novembre 2004, note Jean-François Barbiéri..... 631
- La démission du président du conseil d'administration d'avant la loi NRE dans le dessein d'entraîner l'éviction consécutive d'un directeur général constitue en réalité une révocation déguisée de ce dernier**, Cass. com. 30 novembre 2004, note Laurent Godon 639
- La représentation des propriétaires indivis d'actions à une assemblée sur le fondement d'un mandat tacite**, Cass. com. 16 novembre 2004, note Bruno Dondero 650

DROIT FISCAL DES SOCIÉTÉS

- Apport en nue-propriété de la résidence principale à une société civile immobilière, donation des parts à un héritier et abus de droit,**
Cass. com. 16 novembre 2004, note Jean Schmidt 656
- Responsabilité solidaire des dirigeants. Liquidation de sociétés: conditions d'engagement de la responsabilité et lien de causalité,**
Cass. com. 28 septembre 2004 et 11 mai 2005, note Jean-Marc Priol..... 661

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

- L'absence de sanction pénale pour non-dépôt des comptes sociaux?,**
CA Douai 3 décembre 2004, note Bernard Bouloc 668
- Complicité d'abus de biens sociaux et non-révélation de faits délictueux par un commissaire aux comptes. Action civile par le commissaire à l'exécution du plan,**
Cass. crim. 9 février 2005, note Bernard Bouloc 673
- Un risque d'agression ne justifie pas le non-dépôt des comptes sociaux,**
Cass. crim. 1^{er} juin 2005, note Bernard Bouloc..... 681

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- La coexploitation, une vraie fausse extension,**
Cass. com. 15 mars 2005, note Pierre-Michel Le Corre 684
- Le droit propre du débiteur en liquidation judiciaire de contester la décision admettant une créance au passif et la représentation des sociétés en liquidation judiciaire,** Cass. 3^e civ. 17 novembre 2004, note Pierre-Michel Le Corre 690

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE 695

- Sociétés en général - Dissolution - Action sociale *ut singuli* - Recevabilité (oui),**
CA Paris 17 janvier 2005 695
- Société à responsabilité limitée - Gérant - Révocation - Juste motif (oui) - Condition de la révocation - Conditions vexatoires (oui) - Dommages et intérêts,**
CA Versailles 3 mars 2005 696
- Société par actions simplifiée - Transformation d'une société anonyme en société par actions simplifiée - Accord unanime des associés (art. L. 227-3) - Non-respect - Sanction - Nullité,** CA Versailles 24 février 2005 697
- Société par actions simplifiée - Fusion - Absorption - Société anonyme - Vote unanime des associés de la société absorbée (non) - Augmentation des engagements des associés - Unanimité (oui),** CA Versailles 27 janvier 2005 699

CHRONIQUE DE DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS 701

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION 715

RÉPONSES MINISTÉRIELLES 721

BIBLIOGRAPHIE 727